



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale

relatif à l'exploitation d'une plate-forme de transit et de broyage de déchets de bois par la société LG SERVICES au lieu-dit « Les Garennes », à Loudéac (22600)

Le Préfet des Côtes-d'Armor

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des Installations Classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François GUILLOTOU de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, déposée le 3 mars 2023 par la société LG SERVICES, dont le siège social est situé 2 rue Cardenoual - BP 34 642 - 22046 à SAINT-BRIEUC, relative au projet de plate-forme de transit et de valorisation par broyage des déchets de bois au lieu-dit « Les Garennas » à Loudéac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2023 portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, soumettant le projet de la société LG SERVICES à une évaluation environnementale ;

Vu la demande d'autorisation environnementale présentée par le pétitionnaire le 11 juillet 2023, complétée le 22 décembre 2023 et le 26 janvier 2024 ;

Vu le dossier présenté à l'appui de la demande susvisée ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'Environnement ;

Vu l'avis sans observation émis par la mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne le 2 avril 2024 ;

Vu la réponse à l'avis de la MRAe apportée par la société LG SERVICES le 4 avril 2024 ;

Vu le rapport établi par l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, le 25 avril 2024 ;

Vu la décision du 6 mai 2024 du président du tribunal administratif de Rennes, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juin 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours du 1^{er} juillet 2024 au 31 juillet 2024 inclus sur le territoire de la commune de Loudéac ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de l'avis au public ;

Vu l'avis émis par la communauté de communes Loudéac Communauté-Bretagne Centre ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

Vu le rapport et les propositions du 24 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis favorable du 7 novembre 2024 du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 14 novembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observations sur le projet d'arrêté transmise par le pétitionnaire par courriel du 15 novembre 2024 ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants aux abords du site projeté ; et en particulier l'implantation du projet dans un secteur essentiellement à vocation agricole, la présence d'un affluent de l'Oust bordant le terrain, l'absence de zones humides recensées au droit du site ; l'absence de site classé ou inscrit dans un rayon de dix kilomètres autour du projet ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial pour

prévenir les risques pour la santé du voisinage, notamment en réduisant le volume et les dimensions du dépôt de bois à broyer afin de respecter les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées par l'exploitant ;

Considérant l'avis favorable du commissaire-enquêteur assorti d'une recommandation ;

Considérant que les mesures imposées à la société LG SERVICES tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des contributions des services déconcentrés de l'État, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la société LG SERVICES a justifié ses capacités techniques et financières pour l'exploitation de son projet en conformité avec les exigences du Code de l'Environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

ARRÊTE

1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LG SERVICES (SIRET : 511 099 897 000 72), dont le siège social est situé 2, rue Cardenoual - BP 34 642 - 22046 SAINT-BRIEUC Cedex 2, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Loudéac, au Lieu-dit « les Garennes » (coordonnées Lambert 93 X=269857 et Y=6801993) les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Loudéac (22600)	ZM n°0036 et n°0037	Les Garennes

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 9200 m².

1.1.3. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels susvisés et des arrêtés de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime ⁽¹⁾
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage de déchets de bois de classe BR1 et BR2	Quantité broyée : 200 tonnes / jour	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Entreposage de bois à broyer et de bois broyé Zone de tri et de transit de déchets non dangereux	Volume de bois à broyer : 3675 m ³ Volume de bois broyé : 1600 m ³ Volume de déchets non dangereux : 200 m ³ Carton valorisable : 30 m ³ Volume total de 5505 m ³	E

⁽¹⁾ Régime : A (Autorisation) ou E (Enregistrement)

1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4. CESSATION D'ACTIVITÉ

1.4.1. Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur à prendre en compte, en cas de cessation, est de nature industrielle ou artisanale.

1.5. DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires lors de la conception, de l'exploitation et de l'entretien des installations pour limiter les émissions atmosphériques, y compris les émissions diffuses.

2.2. PROPRETÉ, ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant respecte les dispositions suivantes pour prévenir l'envol et la dispersion des poussières dans l'environnement :

- les voies de circulation et zones de stockage sont imperméabilisées et convenablement nettoyées ;

- les bennes des camions transportant des matériaux susceptibles de s'envoler (bois broyé, déchets) sont équipées de bâches ;
- pendant les opérations de chargement, les camions sont à l'arrêt, moteurs coupés ;
- les éléments légers qui pourraient s'être accidentellement dispersés dans le périmètre de l'installation ou en dehors de l'installation sont rapidement et systématiquement ramassés ;
- les engins de manutention et poids-lourds font l'objet d'un entretien régulier ;
- en période sèche, le broyage du bois est associé à un dispositif de brumisation afin de limiter l'envol de poussières ;
- l'utilisation de broyeur à rotation lente est privilégiée ;
- Un écran végétal composé d'arbres à feuilles persistantes, d'essences locales, est implanté en périphérie du site pour limiter la dispersion des poussières.

3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1. CONCEPTION, GESTION DES RÉSEAUX ET POINT DE REJET

3.1.1. Point de rejet

Les eaux pluviales, ainsi que les eaux issues de la brumisation, susceptibles d'être polluées par les activités de l'installation, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont orientées et collectées dans un bassin de décantation équipé d'une vanne d'isolement et d'un séparateur d'hydrocarbures.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées (Lambert 93)	Nature des effluents	Traitement avant rejet	Exutoire du rejet
Pt n°1	X = 269876 Y = 6801855	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les voies de circulation, plateforme et autres surfaces imperméabilisées	Bassin de régulation d'un volume de 185 m ³ équipé d'une vanne d'isolement Séparateur d'hydrocarbure	Ruisseau au Sud-Ouest du terrain (code Sandre : J8025200) Point de rejet équipé d'un regard permettant un accès facile pour réaliser les prélèvements.

3.1.2. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

La plate-forme est délimitée par des bordures de trottoir d'environ 10 cm de hauteur pour orienter les eaux de ruissellement vers les grilles d'avaloir aménagées en point bas. L'exploitant maintient une zone enherbée entre la plate-forme imperméabilisée et le bassin de décantation.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent en outre permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

3.1.3. Plan des réseaux

Un plan des réseaux est établi par l'exploitant, daté et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan est mis à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'eau fait notamment apparaître :

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les différents ouvrages (bassin, séparateur d'hydrocarbures, vanne d'isolement, ...) ;
- le point de prélèvement et de rejet au milieu récepteur.

3.1.4. Entretien préventif et curatif des ouvrages

L'ouvrage de traitement des eaux pluviales fait l'objet des entretiens préventifs et curatifs suivants :

- Nettoyage des réseaux et des regards ;
- Curage et entretien, au moins une fois par an, des ouvrages de traitement (séparateur d'hydrocarbures) et de régulation de débit ;
- Entretien des abords (accès, clôture) ;
- Enlèvement et évacuation des sédiments accumulés au fond du bassin (en cas de besoin).

Les fiches de suivi du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures ainsi que les bordereaux de traitement des déchets générés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2. LIMITATION DES REJETS

Les eaux pluviales rejetées respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet :

Paramètre	Code SANDRE	Valeur limite
Matières en suspension totales (MEST)	1305	100 mg/l
DCO	1314	300 mg/l
DBO ₅	1313	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	25 µg/l
Arsenic et ses composés (en As)	1369	25 µg/l
Cadmium et ses composés	1388	25 µg/l

Paramètre	Code SANDRE	Valeur limite
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,1 mg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15 mg/l
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	1386	0,2 mg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	15 mg/l
Indice phénols	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	1084	0,1 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l

3.3. SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant procède à un contrôle annuel de la qualité des effluents rejetés au milieu naturel. Les mesures sont effectuées au niveau du point de rejet au ruisseau.

4. PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée (ZER) correspondent aux deux points de mesures situés au niveau des habitations du Pré Rouxel et de la Ville Basse situées respectivement à 300 m au Nord et à 500 m à l'Est du site. Les zones à émergence réglementée figurent sur le plan en annexe 1.

4.1.1. Niveau de bruit en limite d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

4.1.2. Valeur limite d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.3. Surveillance des émissions sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai maximum de 1 an à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans. Chaque mesure est réalisée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, notamment pendant les périodes de fonctionnement du broyeur.

Ces contrôles sont effectués au droit des 5 emplacements représentatifs identifiés dans le dossier initial (3 points de mesures en limite de propriété Nord-Est, Ouest et Sud ; 2 points en zone d'émergence réglementée).

À la demande de l'inspection des installations classées, une mesure des mesures des émissions sonores peut également être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié.

4.2. INSERTION PAYSAGÈRE

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour l'intégration des installations dans le paysage.

Les merlons périphériques délimitant le terrain au Nord-Est et à l'Est, sont végétalisés et surmontés d'une haie d'arbres à feuilles persistantes afin de créer un écran visuel depuis la route et depuis les terrains situés à l'Est.

Le choix des essences est en conformité avec les prescriptions du plan local d'urbanisme. L'emploi d'espèces végétales invasives est strictement interdit.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence, débroussaillé en tant que besoin.

5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

5.1.1. Organisation des stockages

En lieu et place des dispositions du II de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les déchets sont entreposés en îlots.

Les îlots sont organisés de sorte que les effets thermiques, en cas d'incendie, ne sortent pas des limites du site. A ce titre, conformément au dossier technique déposé par l'exploitant, les îlots de bois à broyer sont situés à au moins 11 mètres des limites de site et l'îlot de bois broyé est implanté à au moins 10 m des limites du site.

Le dépôt de bois à broyer est situé à au moins 11 mètres de la vanne d'isolement du bassin de confinement.

Les îlots de bois à broyer sont séparés de l'îlot de bois broyé d'une distance de sécurité supérieure à 10 mètres. L'emplacement des îlots est délimité et matérialisé.

Le stockage est conforme aux dispositions figurant dans le tableau suivant :

	Nature des produits stockés	Quantité	Îlotage	Rétention
Zone de stockage de bois à broyer	Déchet de bois de classe BR1 et BR2	Quantité maximale : 3675m ³ (environ 740 tonnes)	Dimension du dépôt (en 1 ou 2 îlots) : Longueur : 35 m Largueur : 35 m Hauteur : 3 m Surface du dépôt : 1225 m ²	Plateforme imperméabilisée Collecte des eaux de ruissellement
Zone de stockage de bois broyé	Bois broyé	Quantité maximale : 1600 m ³ (environ 1000 tonnes)	Dépôt en 1 îlot Longueur : 20 m Largueur : 20 m Hauteur : 4 m Surface : 400 m ²	Plateforme imperméabilisée Collecte des eaux de ruissellement

Un éloignement minimal de 10 mètres est maintenu entre les dépôts de bois et le broyeur.

5.1.2. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

La voie d'accès à la plate-forme présente une largeur d'environ 6 mètres. Elle est maintenue en état constant de propreté et dégagée de tout objet susceptible de gêner le passage des secours.

La plateforme est carrossable et permet aux services d'incendie et de secours d'accéder sans difficultés aux zones de stockage.

Des accès pour les dévidoirs sont aménagés conformément au dossier technique présenté par le pétitionnaire et maintenus dégagés.

5.1.3. Dispositifs de rétention et de confinement des pollutions accidentelles

Aucun dispositif dédié au stockage de produits liquides et au stockage de carburant n'est installé sur le site. Aucun déchet dangereux n'est réceptionné et traité sur le site.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le site est équipé d'un bassin de confinement des eaux d'extinctions polluées d'un volume disponible de 185 m³.

Un système de vanne permet l'isolement du réseau en cas d'accident. Ce dispositif est maintenu en bon état de fonctionnement et est clairement signalé. Son entretien préventif ainsi que les consignes de mise en œuvre, en cas d'incendie, sont précisés par une consigne spécifique. Le système de vanne doit pouvoir être actionné en toutes circonstances et fait l'objet de tests réguliers.

Les eaux collectées en cas de pollution accidentelle et les eaux d'extinction sont éliminées vers les filières appropriées de traitement des déchets. Toutefois, en l'absence de pollution préalablement caractérisée des effluents contenus dans le bassin de confinement et sous réserve de la réalisation d'un contrôle justifiant du respect des valeurs limites d'émissions imposées par l'article 3.3 du présent arrêté pour l'ensemble des paramètres, ces eaux pourront être déversées dans le milieu naturel après accord de l'inspection des installations classées ou des services en charge de la police de l'eau.

5.2. AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Le site est fermé par une clôture grillagée, sur la totalité de sa périphérie, de façon à interdire l'accès à toute personne non autorisée. Les caractéristiques de la clôture sont les suivantes :

- hauteur d'environ 2 mètres et réalisée en matériaux résistants et incombustibles ;
- équipée d'un portail d'accès fermé à clef en dehors des heures de présence du personnel ;
- aménagée de manière à faciliter l'intervention des secours et l'évacuation en cas de nécessité.

L'exploitant vérifie l'intégrité de la clôture et procède sans retard à la réparation des dégradations éventuellement constatées.

5.3. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'INCENDIE ET ORGANISATION DES SECOURS

5.3.1. Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque incendie, complétés et précisés comme ci-après :

- une réserve aérienne d'eau d'extinction, d'un volume de 120 m³ (citerne souple) mutualisée avec HD SERVICES ;
- un poteau d'aspiration avec prise de raccordement conforme aux normes en vigueur
- une aire d'aspiration de 32 m² (8 x 4 m) aménagée devant la citerne ;

Ces dispositifs font l'objet d'une réception par les services départementaux d'incendie et de secours avant leur mise en service.

- d'extincteurs en nombre et type adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et déchargement des produits et déchets ;
- d'un moyen de communication, fixe ou mobile, opérationnel en tous temps, permettant d'alerter sans délai les services d'incendie et de secours.

Un plan de site, faisant figurer les moyens de lutte contre l'incendie, est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Le responsable du site réalise des rondes quotidiennes et procède à une visite renforcée à l'occasion des opérations de broyage de bois.

5.3.2. Organisation

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie comprenant au minimum :

- les procédures d'alerte et d'intervention en cas d'incendie ;
- l'organisation de l'évacuation du site ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- le plan des installations, réseaux et moyens de secours ;
- les modalités de mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours.

Le personnel de l'établissement est formé et entraîné périodiquement à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie.

5.3.3. Travaux et intervention des entreprises extérieures

Dans les parties de l'installation exposées au risque d'incendie, les travaux générateurs de flammes, d'étincelles ou de points chauds ne peuvent être effectués qu'après la délivrance d'un permis de feu établi après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

L'intervention des entreprises extérieures, notamment pour le broyage de bois, fait l'objet de la signature d'un plan de prévention dans lequel les risques de co-activité sont analysés et les mesures de prévention sont définies.

6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

La plateforme est aménagée pour les opérations de tri, regroupement, stockage et transit de déchets non dangereux de bois de classe BR1 et BR2 et connexes de scierie.

Les installations de réception et traitement des déchets sont composées comme suit :

- une voie d'accès à la plate-forme ;
- une dalle bétonnée de 6500 m² pour le dépôt des îlots de bois à broyer et de bois broyé ;
- une zone de tri et de transit de déchets non dangereux en cases béton et des bennes de réception de déchets triés (volume maximum de 200 m³).

Les équipements servant aux activités de traitement des déchets sont acheminés sur la plateforme uniquement lors des campagnes de broyage.

6.2. PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchet	Code	Nature des déchets
Déchets dangereux	13 05 02*	Boues du séparateur d'hydrocarbures
	19 12 11*	Absorbants souillés
Déchets non dangereux	19 12 07	Boues de décantation des eaux pluviales (particules de bois)
	19 12 01	Cartons
	19 12 02 19 12 03	Déchets métalliques
	19 12 12	Déchets non dangereux issus du tri et autres déchets non dangereux en transit

6.3. LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Déchets métalliques : 1 benne de 30 m ³ Cartons valorisables : 1 benne de 30 m ³ Déchets ultimes non dangereux issus du tri : 200 m ³

Il est interdit de déposer ou traiter des déchets sur des aires non prévues à cet effet et sur les voies de circulation de l'établissement.

6.4. GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

Les principaux déchets reçus sur le site sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises
Déchets non dangereux (déchets de bois)	03 01 05 03 03 01 15 01 03 17 02 01 19 12 07 20 01 38	Essentiellement en provenance des départements de la région Bretagne ¹	Quantité maximale pouvant être présente sur la plateforme : 740 tonnes (3675 m ³) Quantité broyée par jour : : 200 tonnes
Déchets non dangereux (autres)	20 01 99	Essentiellement en provenance des départements de la région Bretagne ¹	Quantité maximale : 200 m ³

¹ Dans le respect des principes fondamentaux du plan régional de prévention des déchets, notamment la recherche de proximité et d'autosuffisance, au plus près des territoires

L'exploitant met en place une procédure écrite de contrôle de réception des déchets, laquelle est tenue à la disposition des services de l'inspection des installations classées.

Chaque lot de déchets réceptionné sur le site fait l'objet d'un contrôle visuel systématique. Tout chargement non conforme ou présentant des anomalies est immédiatement refusé.

Les déchets entrants sont systématiquement pesés sur le pont bascule avant leur admission sur la plateforme. Les déchets traités après broyage font également l'objet d'une pesée précise.

En cas de détection de non-conformité des déchets après leur déchargement, ceux-ci sont refusés et rechargés dans le véhicule de transport.

L'exploitant tient à jour un registre chronologique des déchets entrants et sortants sur le site.

7. DISPOSITIONS FINALES

7.1. CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

7.2. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Loudéac et peut y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de Loudéac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Mairie de Loudéac et Loudéac Communauté-Bretagne Centre ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

7.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor-1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

7.4. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de la commune de Loudéac et notifiée à la société LG SERVICES.

Saint-Brieuc, le **19 NOV. 2024**

Pour le préfet et par délégation,

Le Secrétaire général



David COCHU

ANNEXE 1

Zone d'urgence réglementée et limite de propriété
(source : bureau d'étude ECE, extrait du dossier de demande d'autorisation)



